

Communiqué de presse

Des travailleurs d'Antilles Sûreté Guadeloupe en grève

Nous, les salariés de la SARL ANTILLES SÛRETÉ GUADELOUPE sommes en grève depuis le 6 septembre 2020, soit **plus d'un mois**.

Le 21 septembre 2020, suite à sa demande de déclaration de cessation de paiement, le Tribunal prononçait la mise en redressement judiciaire de la SARL AGS avec effet au 1^{er} septembre 2020.

Le Cabinet MIROITE AJA a été désigné en qualité d'Administrateur Judiciaire et le Cabinet YANG-TING en qualité de Mandataire Judiciaire.

Dans la foulée, nous avons demandé l'ouverture des négociations.

Le Cabinet A. MIROITE AJA, le Mandataire Judiciaire et nous sollicitons une demande de médiation auprès de l'Inspecteur du Travail.

Depuis le lundi 05 octobre 2020, l'Inspecteur du Travail écrivait à l'Administrateur Judiciaire pour lui dire qu'il revenait à la SARL ASG, et à elle seule, de faire cette demande de médiation.

A ce jour, l'Inspecteur du Travail est toujours en attente du courrier de la SARL ASG.

Le 07 octobre 2020, à 09H00, nous nous sommes mobilisés devant l'Étude de l'Administrateur Judiciaire pour qu'il puisse convaincre les dirigeants de la SARL ASG.

Aux environs de 10H30, il nous a fait savoir que le siège en Martinique lui communiquera sa décision dans le courant de la journée.

Ce n'est que ce matin à 05H30, par le biais d'un SMS, que l'Administrateur Judiciaire nous informait que la SARL ASG acceptait la médiation de l'Inspecteur du Travail. Mais, elle n'a toujours pas daigné écrire à l'Inspecteur du Travail.

Il ne fait aucun doute que la SARL ASG joue avec nos nerfs.

Elle table sur le pourrissement du conflit. D'autant plus, qu'elle est confortée par les réquisitions des grévistes. La SARL ASG bénéficie de soutien de toutes parts.

Nous dénonçons le mépris de la SARL ASG contre tous les salariés grévistes ou pas !

Nous exigeons l'ouverture immédiate des négociations !

Nous exigeons la satisfaction totale de nos revendications !

La SARL ASG porte l'entière responsabilité de la dégradation de la situation sociale !

La grève continue !

Le Comité de Grève soutenu par la CGTG.